Denis Szabo (1929-)

Criminologue, fondateur du Centre international de criminologie comparée (CICC)
Université de Montréal

(1974)

“ITINÉRAIRE SOCIOLOGIQUE.”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque

Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de l'article de :

Denis Szabo (1958)

"ITINÉRAIRE SOCIOLOGIQUE."

Un article publié dans la revue *Recherches sociographiques*, vol. XV, nos 2-3, mai-août 1974, pp. 277-286. Québec : département de sociologie, Les Presses de l'Université Laval.

M. Szabo est criminologue et fondateur du Centre international de criminologie comparée (CICC), Université de Montréal

Avec l'autorisation formelle accordée le 25 mai 2005 de diffuser tous ses travaux.

Courriel : denis.szabo@umontreal.ca ou son assistante : gwladys.benito@umontreal.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 26 février 2010 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Denis Szabo (1958)

Criminologue, fondateur du Centre international de criminologie comparée,
Université de Montréal

"ITINÉRAIRE SOCIOLOGIQUE."

Un article publié dans la revue *Recherches sociographiques*, vol. XV, nos 2-3, mai-août 1974, pp. 277-286. Québec : département de sociologie, Les Presses de l'Université Laval.

Denis SZABO (1958)

"ITINÉRAIRE SOCIOLOGIQUE".

Un article publié dans la revue *Recherches sociographiques*, vol. XV, nos 2-3, mai-août 1974, pp. 277-286. Québec : département de sociologie, Les Presses de l'Université Laval.

Lorsque Jean-Charles Falardeau m'indiqua qu'il fallait préférer le « je » césarien au « nous » de majesté, dans la préparation de ces notes, J'ai changé de peau, ma foi, fort volontiers. La coutume académique veut, en effet, un style plein de nuances, l'effacement de l'acteur subjectif derrière l'observateur impartial. Les conclusions sont prudentes, appuyées sur des faits vérifiés avec méthode. Il en résulte un style souvent fade, une pensée aux contours incertains, reflétant une personnalité qui n'a pas l'air d'être en chair et en os.

Je prends donc carrément le parti du parti-pris. N'est-il pas fort bien porté d'ailleurs par ces temps de « sociologie subjective », « authentique », « ethno-méthodologique » et « personnaliste » ? Je vous livrerai une série de réflexions sur mon laboratoire qu'est la société québécoise et sur l'apprenti sorcier qui y oeuvre depuis bientôt seize ans. J'abattrai mes couleurs de Magyar d'Europe Centrale, de franco-phone belgo-franco-canadien. J'aborderai ensuite successivement les dilemmes auxquels j'avais à faire face, dilemmes issus de la confrontation entre mes idées, moi-même et le milieu auquel je m'adressais.

Ces dilemmes, les voici : a) la sociologie doit-elle être pure ou appliquée ? b) l'interdisciplinarité : concept creux ou nouvelle réalité intellectuelle ou sociale ? c) les sciences sociales servent-elles à autre chose qu'à ceux-là mêmes qui les pratiquent ? d) la science et la politique sont-elles complémentaires ou antinomiques ? e) la société québécoise a-t-elle changé à la suite de l'action des sciences sociales depuis vingt ans ? f) enfin, comment peut-on vivre et agir dans une so-

ciété où l'on n'est pas né ? Ce sera là le bilan et la péroration de ces quelques réflexions.

Il est bien entendu que ces dilemmes ont été vécus dans un cadre universitaire et disciplinaire, celui de la criminologie à l'Université de Montréal. On ne s'étonnera guère de n'entendre parler que de cela.

L'HOMME MARGINAL DANS UNE COMMUNAUTÉ MARGINALE

Lorsque Mgr Lussier m'a offert de venir m'installer à Montréal et d'enseigner à l'Université la sociologie avec une spécialisation de sociologie criminelle et de criminologie, j'ai pris une décision majeure en acceptant. Il s'agissait en effet, pour un Hongrois déjà expatrié, de changer une fois de plus de milieu de vie. L'offre comme le défi furent d'ailleurs attrayants. Attaché à la culture française, il m'était possible de demeurer francophone, même en Amérique du Nord. Dédié à la sociologie par vocation, je pouvais m'y adonner avec une prime importante : la spécialisation dans une branche difficile à obtenir dans les universités européennes où les sciences sociales étaient dominées par des conceptions philosophiques.

Vivant depuis mon adolescence à l'ombre des bibliothèques, dans un monde d'idées, de livres, de projets intellectuels, comment allais-je m'adapter dans un pays dont la réputation était surtout enviable pour ses forêts immenses, ses lacs grandioses, ses habitants industriels déployant leur talent dans des domaines plutôt éloignés des choses de l'esprit et de la culture ? En revanche, la nouveauté d'un pays où beaucoup restait encore à construire m'apparaissait séduisante. Tournant le dos à la vieille Europe si profondément empêtrée dans ses traditions séculaires, si fatiguée et sceptique devant les possibilités de renouveau, je me laissai séduire par l'idée d'un deuxième « exil ».

J'ai donc commencé mon enseignement en septembre 1958, dans un département fondé par mon ami et ancien condisciple de Louvain, l'abbé Norbert Lacoste. C'était un très jeune département et j'y enseignais l'histoire de la pensée sociologique, la sociologie criminelle et la sociologie urbaine. Tous mes collègues étaient de formation canadienne ou américaine : le dépaysement intellectuel fut considérable. Pour ce fils d'Europe centrale, qui avait commencé ses études de sociologie en 1947, à Budapest, dans l'atmosphère enfiévrée de reconstruction démocratique d'un pays dévasté par la guerre et le fascisme, la scène montréalaise évoquait un esprit de frontière indéfinissable. Mes premiers maîtres furent marxistes : Szalai, Lukács. Cette tradition intellectuelle était quasiment inconnue dans l'université québécoise vivant les dernières années du règne de Maurice Duplessis. Mon maître de Louvain, J. Leclercq, fut parmi les fondateurs spirituels du Conseil du Vatican, de la démocratie chrétienne. Le Canada français avait, par contre, la réputation bien méritée, avec l'Irlande catholique, d'être la citadelle de l'orthodoxie ultramontaine. Mon maître à Paris, Lévy-Bruhl, incarnait la haute tradition durkheimienne, relativiste et positiviste. À cet égard, la *tabula rasa* sociologique à Montréal était exemplaire : nous devions acclimater toutes les traditions intellectuelles, naturaliser toutes les familles d'esprits en même temps.

Je réunissais en moi plusieurs des caractéristiques de la marginalité par mes origines nationales (Hongrois), par ma formation intellectuelle française (christianisme social et libéral), rationalisme positiviste (proche du contexte marxiste). La communauté qui m'accueillait était, elle aussi, marginale à bien des égards. Enjambant environ un siècle en termes d'histoire économique, sociale et culturelle le Québec frappait à la porte de la société post-industrielle, issu directement d'une société rurale, artisanale, fortement communautaire. Dominée par la religion catholique, relativement homogène, la société était, comparativement à une société nord-américaine, particulièrement mobile et en devenir rapide. Le Québec devait mettre des bouchées triples lors du grand dégel qui suivit la disparition du régime Duplessiste et qui fut appelé, ensuite, la « révolution tranquille ».

Au début des années 60, le Québec fut, dans bien des domaines, et certainement dans celui des universités, la région du monde témoignant d'un taux de développement comptant parmi les plus élevés. La marginalité, le caractère exceptionnel de la société québécoise en a été encore accentué : tout ou presque y a été possible. De nouveaux projets foisonnaient, les esprits étaient insatiables après la grande tranquillité des décennies précédentes. L'ordre rigide qu'un catholicisme conservateur imposait aux esprits faisait place à une confusion propice à la naissance de nouvelles et authentiques contributions à la vie de l'esprit.

Il y eut ainsi une rencontre unique entre ma marginalité, personnelle, et celle de la communauté qui m'accueillait. Mon propre éclectisme intellectuel, inspiré par un itinéraire spirituel complexe, s'est épanoui dans un milieu en quête d'une nouvelle image de lui-même. Bâtir une nouvelle société prête à toutes les expériences pour s'aménager : voilà un de ces rares moments privilégiés de l'histoire où une telle aventure peut se transformer dans un projet de vie réaliste.

Cette double marginalité, si souvent à l'origine de l'échec des destins individuels comme des destins collectifs, fut pour moi, au contraire, une chance unique. J'ai pu m'incarner totalement et vivre cette unité de la théorie et de la praxis que mes maîtres m'avait inculquée.

Et voici, maintenant, comment j'ai résolu les dilemmes intellectuels et moraux qui se sont présentés dans la conjoncture historique unique de la fin des années 50 et du début des années 60.

La sociologie pure ou appliquée

C'était un sujet, une méditation constante, lancinante. Sommes-nous les héritiers des philosophes ou des prêtres ? Devons-nous nous contenter de poser des problèmes et de les expliquer ? Ou devons-nous contribuer, grâce à nos recherches et à l'action des étudiants que

nous formons, à l'aménagement et au changement de la cité des hommes ?

J'ai opté, d'une manière consciente et nette, pour la « prêtrise », c'est-à-dire *l'application*. La sociologie criminelle mettait au jour les innombrables déterminismes sociaux entravant le libre arbitre. Elle éclairait sous un angle très particulier le problème de la sanction, de la peine, la capacité de l'homme à obéir à des règles. Puis, de quelles règles s'agissait-il ? Les concepts abstraits de l'équité et de la justice résistent-ils à l'examen minutieux de l'usage qu'en font les diverses classes sociales, les divers groupes socio-professionnels ? Si nos recherches indiquent qu'on risque davantage de se faire condamner si l'on appartient à tel groupe d'âge, à telle classe sociale, à tel groupe ethnique etc., peut-on se contenter d'un simple exposé scientifique ? Ne doit-on pas rechercher à corriger des situations qui ne correspondent pas à ce qu'elles prétendent être ? Le refus d'affronter le « comment » après le « pourquoi » dans une société toute prête à faire l'expérience d'innovations dans tous les domaines nie paraissait inadmissible.

La multidisciplinarité

La multidisciplinarité naissait, inévitablement, de cette recherche du comment. En effet, si l'on étudie des relations sociales dans leur contexte, leur interdépendance avec d'autres aspects de la réalité saute aux yeux.

Pour la conduite criminelle, le contexte est d'abord celui du droit et des institutions judiciaires qui déterminent ce qui est « criminel ». Pour analyser le processus de cette genèse de la règle du droit, du rôle et de la fonction de la sanction, il faut d'abord analyser le droit. Il faut aussi établir un contact avec des juristes et des avocats, qui ont, sur ces problèmes, des points de vue souvent très différents de celui d'un spécialiste des sciences sociales. Celui-ci apparaît comme un intrus : il pose des questions inconfortables, impertinentes. Il peut sembler me-

naçant pour le statut professionnel, par ailleurs, lucratif et monopolistique des professions traditionnelles.

La conduite criminelle est le fait de la personne humaine : c'est d'elle qu'émanent des comportements. Pourquoi tel individu semblable quant à son origine sociale et sa personnalité sociale, façonné par le même milieu, devient-il délinquant et tel autre ne le devient-il pas ? Spécialistes du comportement humain, médecins, psychiatres, psychologues ont occupé ce secteur d'investigation depuis longtemps. Leurs théories n'avaient pas seulement une valeur explicative et scientifique. Elles visaient aussi, et souvent avant tout, une action thérapeutique. Comme les avocats organisaient et géraient les institutions judiciaires, les médecins et les psychologues occupaient le champ du traitement des délinquants.

On pourrait multiplier des exemples d'autres disciplines pour indiquer les rencontres inévitables que fait le sociologue, une fois décidé à affronter l'application de sa discipline dans un contexte qui est, nécessairement, multi et interdisciplinaire. De même que le sociologue urbain devient urbaniste et se mêle aux architectes, aux géographes, aux spécialistes du transport urbain, ainsi le sociologue « criminel » devient « criminologue » lorsqu'il veut chercher la compréhension du phénomène criminel et les moyens d'agir sur cette criminalité, en compagnie des gens du droit, de la médecine et des autres sciences humaines.

À la suite de ces réflexions et options, et de bien d'autres encore, j'ai fondé en 1960 l'enseignement de la criminologie dans le cadre du Département de sociologie. Ce fut à l'origine un programme de maîtrise multidisciplinaire. Il s'est transformé en département : un programme de doctorat fut organisé en 1965, puis un programme de baccalauréat en 1967. Les conclusions ultimes du caractère appliqué de la criminologie ont été tirées par la transformation du Département en École, en 1971. Accueillant aujourd'hui plus de trois cents étudiants, l'École compte une vingtaine d'enseignants, tous « criminologues », mais formés originellement dans les sciences sociales, en droit, en psychologie, ou en médecine.

*À quoi devraient servir les sciences Sociales,
en l'occurrence, la criminologie ?*

Ce fut pour moi une question grave. En effet, les prêtres ou les philosophes qui œuvraient avant nous ne furent pas payés pour accomplir des fonctions très semblables aux nôtres. Comment justifier notre « salaire », quel service rendons-nous à la collectivité ?

De plus, ni moi ni d'autres collègues ne nous étions guère privés de notre droit de critique à l'égard de la société et de ceux qui y incarnaient l'autorité. Nous étions plein d'idées sur la manière d'aménager la cité, de la renouveler, de la changer pour la rendre plus juste et plus fraternelle. Pouvions-nous, dans ces conditions, refuser de mettre la main à la pâte ? Tenter de mettre en pratique certaines de nos suggestions, n'était-ce pas une sorte d'obligation morale ?

Là encore, ma réponse fut nettement « activiste ». Ma conscience ne pouvait pas tolérer de ne faire que dissenter sur l'état abominable de nos prisons, sur le manque de préparation de nos policiers, des agents de la justice, des magistrats, etc. Faire des analyses sociologiques sur l'enfance délinquante sans lever les yeux ou la main sur les cours ou les institutions juvéniles me paraissait la dernière des hypocrisies. Mon impatience fut extrême à l'égard des conceptions non engagées de la sociologie. Dénoncer les injustices universelles, prophétiser l'avènement du Grand Soir, mais refuser de mettre en pratique ses idées ailleurs qu'au tableau noir ou dans quelques publications au langage abstrait me paraissait le fait de gens frivoles, d'irresponsables.

Comme la société disposait d'une administration de la justice, il fallait que celle-ci fût l'objet non seulement de recherches, mais également de transformations grâce à l'application des techniques thérapeutiques, de prévention ou de gestion qui avaient fait déjà leurs preuves dans d'autres secteurs de l'administration publique. Dernier des soucis de notre société, la justice devait devenir, grâce à l'action des « criminologues », un sujet de préoccupation pour ceux qui avaient à

cœur de la réformer. Conférences publiques, diffusion systématique des résultats des recherches, pénétration des milieux particulièrement rebelles à l'influence des sciences sociales, comme celui de la police par exemple, marquent les étapes de cette action. La preuve devait être administrée que la criminologie ne sert pas seulement les « criminologues », qu'elle fait aussi partie du grand projet collectif d'aménagement d'une cité plus juste et plus humaine.

Il va de soi que cette action fortement interventionniste n'allait pas laisser indifférent le professionnel de la « politique ». Le gouvernement est, dans une démocratie, le gestionnaire principal du bien commun. Forcément, mes idées, qui sont devenues au fil des années, nos idées, ont rallié certains esprits, mais ont provoqué l'opposition de divers autres. Jugée par la droite comme une entreprise de subversion, comme la mise en cause des notions fondamentales de l'autorité, de l'ordre social et des institutions, mon action a été dénoncée comme communiste, et moi-même de « sale importé », etc. par ceux qui voyaient dans le maintien des traditions ancestrales la garantie de survie du régime. Un épais dossier contient des articles de journaux, des lettres d'injures qui ont plu d'une façon particulièrement drue lors des travaux des grandes commissions d'enquêtes royales comme celle que présida M. Prévost et à laquelle je fus associé. Le refus du changement, lié à la défense farouche d'intérêts corporatifs, alimentait de virulentes attaques. La cible était commode : l'universitaire « dans les nuages », d'origine étrangère par-dessus le marché, évoquait des stéréotypes faciles.

Cette implication dans la politique n'a cessé de s'accroître au cours des années. Le projet de modernisation, de reconstruction des institutions à la taille de l'homme, se heurtait (c'était normal) à d'autres conceptions de l'homme et de la société. S'il y avait une véritable pénurie de marxistes vers la fin des années 50 où Marx se lisait en cachette, la situation a bien changé depuis. Celui qui ne professe pas aujourd'hui l'une ou l'autre doctrine de la secte marxiste a l'odeur du soufre dans bien des milieux. Rapidement, plusieurs se sont mis à dénoncer l'action de la criminologie comme instrument politique d'aliéna-

tion et d'oppression entre les mains de la classe dirigeante, l'État devenant alors non pas un instrument qu'il faut mettre, le plus efficacement possible, au service de la collectivité, mais bien l'incarnation du mal absolu dont le contact avilit.

Et là, nous assistons de plus en plus à une confrontation entre une sociologie inspirée par les idées du jeune Marx et de ses disciples contemporains et celle d'une sociologie qui refuse d'accepter ce modèle. Il ne fait pas l'ombre d'un doute que mon option idéologique et théorique intégrait l'enseignement marxiste sans cependant cristalliser autour de l'une des nuances innombrables d'un modèle néo-marxiste. Le cheminement de ma pensée est beaucoup plus proche de celui de Sorokin qui développait une théorie consensuelle du système social. Sans nier l'existence des forces conflictuelles, ce modèle tente de les concilier, par-delà les confrontations parfois nécessaires. Les forces antagonistes doivent évoluer vers des harmonies constamment recréées et reformulées. Opposé à la polarisation des forces sociales et économiques, j'ai préconisé le renforcement des forces centripètes dans la société. Sceptique à l'égard de la violence physique et de la violence révolutionnaire comme instrument de changement social, j'ai cherché, et je continue à chercher des moyens qui permettent à chacun de résoudre les conflits qui l'opposent à autrui dans l'interprétation de ses propres intérêts, de celui des autres et de ceux de la collectivité.

Mes dossiers de lettres et d'articles injurieux n'ont fait que croître : je les classe soigneusement pour le jour où quelqu'un s'aviserait d'analyser les mécanismes qui sous-tendent les relations entre la politique et les sciences sociales à travers l'exemple criminologique. La conclusion que je tire de cette expérience confirme l'hypothèse initiale : science et politique sont complémentaires. Elles ne sont ni antinomiques (option des puristes) ni assimilables l'une à l'autre (option des activistes). L'analyse scientifique donne l'occasion au chercheur de poser des problèmes ; l'expérimentation socio-culturelle et son évaluation lui permettent de suggérer des solutions. Ce qu'il ne peut ni ne doit faire, c'est de fixer les objectifs unilatéralement. Il fait partie d'une équipe où chacun a une contribution inaliénable à faire. Et, en

dernière analyse, seuls les organismes démocratiquement élus sont habilités à prendre la décision finale. Celle-ci ne revient ni aux minorités prophétiques, ni aux forces économiques occultes. Je conviens bien du caractère probablement utopique de cette conclusion : mais je n'en vois aucune autre à laquelle je puisse adhérer de plein cœur.

Y-a-t-il eu de véritables changements dans la société québécoise à la suite de l'action criminologique ? À certains égards, oui ; à d'autres, la réponse est plus incertaine. Les changements sont évidents quant à la modernisation générale de l'administration de la justice. Émergeant de pratiques quasi médiévales, nous avons aujourd'hui au moins la conscience nette de ce qui est acceptable ou inacceptable pour une société civilisée. L'augmentation générale du niveau d'instruction du personnel correctionnel et policier répondait à un réel besoin car pendant longtemps les justiciables risquaient d'être « administrés » par des gens moins éduqués qu'eux. Certains écarteront ce progrès comme insignifiant : je les engage à faire l'expérience de la différence entre Saint-Vincent-de-Paul et Cowansville, par exemple. L'annexe psychiatrique de Bordeaux, de sinistre mémoire, a été remplacée par l'Institut Pinel. Nos policiers fréquentent en grand nombre les CEGEPs. On s'attaque au crime organisé, on modernise la gestion des tribunaux, on institutionnalise l'aide juridique. La probation s'étend et les libérations conditionnelles sont accueillies avec moins d'hostilité. L'opinion publique, sans être extrêmement tolérante, l'est infiniment plus qu'il y a dix ans et le niveau des débats criminologiques publics est un peu plus acceptable. La peine de mort est en sursis et une Commission réforme des lois d'une manière permanente.

Les changements ont été, par contre, désespérément lents dans le domaine de la recherche des solutions de rechange à l'incarcération tant juvénile qu'adulte. Le recours aux forces vives de la communauté n'a pas été encouragé dans le domaine de la prévention de la délinquance comme il aurait dû l'être. Les apports de la criminologie ont été assez largement « récupérés » par les forces du conservatisme social. Le « misonéisme », la résistance au changement, est un spectacle quotidien. La criminologie fait maintenant partie du paysage institu-

tionnel et intellectuel de notre milieu. Elle doit subir, de ce fait, la critique exacerbée et souvent juste de ceux qui recherchent des utopies vivifiantes et novatrices. C'est là une servitude d'une science appliquée, multidisciplinaire, politiquement orientée vers le changement social et le réformisme.

Ceux qui croient dans la vertu des changements radicaux, dans les révolutions salvatrices porteront des jugements négatifs sur l'apport de la criminologie à la transformation de la société québécoise. Au fond, elle n'a pas changé véritablement, elle n'a pas bouleversé l'ordre ancien. Elle a plutôt contribué à le recréer, le reformuler, le réadapter à de multiples et de nouveaux défis.

Est-ce à dire que j'exclus l'option révolutionnaire de mon horizon ? Sûrement pas, s'il s'agit d'un impératif moral de révolte contre l'injustice, la dégradation intolérable de la dignité de l'homme par la tyrannie. Dans un tel contexte, la violence physique exercée par le pouvoir ne laisse aucune autre solution que la révolte armée pour sauvegarder la liberté. Je dois avouer que je ne vois guère cette situation dans mon pays d'adoption et c'est pour cela que l'option réformiste, non révolutionnaire s'impose sans conteste à mes yeux.

Aussi reviendrai-je finalement à l'option idéologique déjà exprimée : ce n'est pas par les ruptures violentes que la société doit progresser, si toutefois ce progrès est possible. Elle doit subir des changements par la résolution des conflits, en fonction d'harmonies toujours réinventées. C'est à cette recherche de nouvelles harmonies que je me consacre.

Je crois avoir été assez naïvement subjectif dans mes remarques précédentes. Pourquoi ne pas continuer en si bon chemin ? Comment je vois le Québec, ce qu'il est pour moi et comment je vois son avenir ?

Commençons par les éléments positifs : peu de sociétés occidentales offraient et offrent encore une telle liberté de parole et d'action pour quelqu'un qui n'est pas sorti des entrailles de cette ethnie qu'est la variante française de la société canadienne et nord-américaine. J'ai pu

pleinement m'y épanouir et j'ai trouvé, non seulement les supports institutionnels et techniques indispensables à mes projets, mais également la camaraderie, la solidarité chaleureuse du compagnonnage d'armes issue des combats menés ensemble. Je peux prétendre que mes filles sont vraiment canadiennes, bien que ma femme soit comme moi d'origine européenne : la plus jeune joue même au hockey. Mais en plus j'ai la profonde satisfaction de savoir que j'ai stimulé beaucoup d'esprits libres, indépendants, cherchant et trouvant leur voie d'homme dans une aventure que nous avons conçue et rêvée ensemble, d'avoir pu M'associer à beaucoup d'autres et d'apprendre d'eux bien plus que je ne leur ai appris. Je vois de mes yeux l'innovation que nous avons, tous ensemble, provoquée dans le devenir d'une société québécoise où la justice ne sera plus un parent aussi pauvre qu'elle le fut par le passé.

Depuis les cinq ou six dernières années, j'ai confronté systématiquement mes idées forgées par l'expérience québécoise avec celles qui ont surgi dans les autres continents. J'ai constaté non seulement les limites mais aussi la portée universelle des expériences que nous avons réalisées ici au cours des années. Entre hommes profondément engagés dans la grande aventure qui consiste à se réaliser et à vivre certaines idées et principes, il n'y a pas de différences véritables, quels que soient leur couleur, leur foi, leur habitat. Au contraire, de profonds liens les unissent. J'ai appris aussi, douloureusement et à mes dépens, que devant les esprits déçus, blessés et chagrins, une telle aventure n'est qu'une insulte, une provocation.

Comme tant d'autres, j'ai eu ma part de déceptions, de trahisons, d'abandons à des moments où l'épreuve fait révéler les vrais sentiments et les vraies loyautés de chacun.

Je mentirais si j'affirmais que mon bilan personnel fut exempt d'amertume. Cette amertume fut, cependant, toujours surmontée.

CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES

Je terminerai en indiquant quelques tendances dévolution qui vont confronter la société québécoise, à l'instar d'ailleurs des autres sociétés occidentales post-industrielles, dans les prochaines décennies :

1. La modernisation de l'appareil judiciaire va continuer mais l'initiative criminologique devrait se porter avec une égale vigueur à prévoir et enrayer le danger technocratique et bureaucratique, conséquences de ce processus. Le respect de la vie privée, le droit des hommes doit en particulier faire l'objet d'études et d'expériences spécifiques.
2. Le niveau d'instruction des travailleurs de la justice doit continuer à s'élever et à s'améliorer. D'autre part, il faut restaurer la notion de volontariat et de bénévolat dans le cadre de la participation communautaire des citoyens dans la gestion de leurs propres affaires. C'est une illusion mortellement dangereuse que de considérer le professionnalisme comme le dernier mot du progrès à l'égard de la prévention du crime et du traitement des délinquants.
3. La mutation de certaines valeurs a des conséquences plus dramatiques dans le domaine judiciaire et criminologique qu'ailleurs. Les critères d'évaluation changent profondément d'un milieu à l'autre, d'un moment à l'autre. Il faut donc multiplier les expériences communautaires pour trouver des solutions qui correspondent à la sensibilité morale des nombreux groupes et sous-groupes de la société. L'État doit encourager de telles expériences, parfois au détriment des critères rationnels de planification et de contrôle administratifs. Un contrôle social et une justice plus décentralisés assurent les meilleures chances de sauvegarde de la légitimité du système social.

4. Le rôle du droit devra subir une radicale révision : le consensus social qui constitue la base et fonde sa légitimité a tendance à s'amenuiser, voire à disparaître. C'est pourquoi nous devons tenter de « délivrer », autant que possible les relations sociales du carcan juridique. La solution des conflits d'intérêts devrait se faire de plus en plus suivant les critères d'équité qui émanent des sensibilités particulières des groupes spécifiques. Les problèmes qui naîtront des conflits d'interprétation seront moindres que ceux qui paralysent déjà l'administration de la justice en raison de l'inflation légale qui préside au règlement des conflits et des processus sociaux.
5. La liberté, bien suprême de la vie et qui, comme la santé, ne s'apprécie vraiment que lorsqu'elle fait défaut, eh bien la liberté a deux ennemis mortels : l'arbitraire et l'autoritarisme des bureaucraties qui prolifèrent avec le développement de notre société de « bien-être », d'une part, et le recours à la violence physique de ceux qui se font justice, d'autre part. Je souhaite que la criminologie inspire un nombre croissant d'expériences novatrices, contribue à mettre au point des techniques qui permettront de maîtriser davantage ces deux grandes menaces qui pèsent sur la civilisation. En dire plus dépasse le cadre des présentes réflexions. Mais le criminologue que je suis se joindra à tous ses compagnons dans cette recherche prométhéenne des conditions de sauvegarde de la liberté.
6. L'interventionnisme et l'universalisme des aspirations sont des obligations morales de l'homme occidental. Ils constituent l'acquis le plus important de notre héritage culturel. Le Québec, longtemps occupé au rattrapage, s'organise prioritairement, à l'intérieur de ses frontières politiques et linguistiques. Cette recherche de soi, cette aspiration vers l'épanouissement d'une culture, d'une société économique et politique ici au Canada et en Amérique du Nord doit s'accompagner aussi d'une ouverture sur le reste du monde. Il ne fera pas bon vivre ici si l'on vit très mal ailleurs. Or la criminologie est un des baromètres socio-

moraux des collectivités : la façon dont les sociétés traitent ceux qu'elles excluent provisoirement de leur rang est symbole du niveau de leur civilisation.

Ce principe, déjà proclamé, m'inspire dans cette phase de mon itinéraire actuel qui témoigne de l'expérience québécoise à l'échelle du monde. La marginalité de notre collectivité francophone en Amérique se transforme ici en atout décisif. Nous pouvons servir de plate-forme d'échanges, de laboratoire de recherches de solutions nouvelles, de milieu culturel aux ressources exceptionnelles. Ce qui est possible ici peut l'être dans le reste du monde ; les meilleures réalisations étrangères peuvent également être essayées ici.

Ma propre marginalité peut rejoindre, dans cette quête, l'appel de l'universel qui demeure, pour l'intellectuel, quel qu'il soit, l'ultime critère d'évaluation de ses idées et de ses actes.

Fin du texte